



# **LEVIERS DE RENFORCEMENT DU POTENTIEL DE LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE MAROCAINE : QUELQUES ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION**

**MOHAMMED TAWFIK MOULINE  
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATÉGIQUES**

**CENTRE D'ÉTUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES  
PARIS, 21 JUIN 2012**



# SOMMAIRE

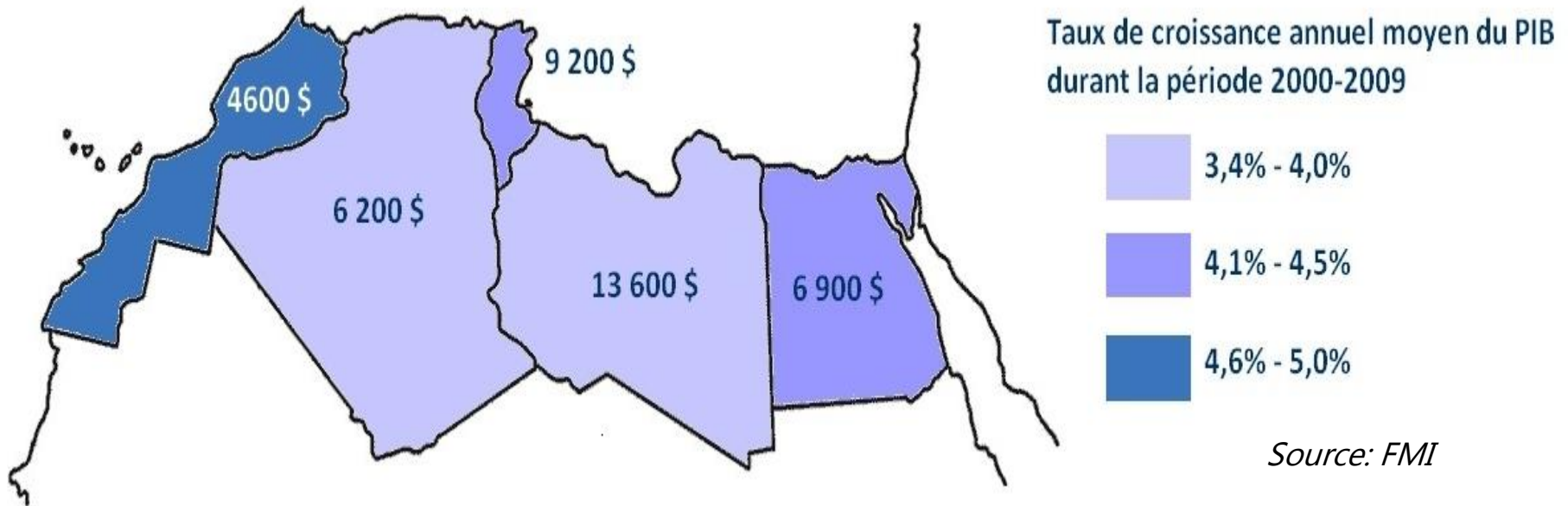
- 1. LES ECONOMIES NORD AFRICAINES : QUELQUES ÉLÉMENTS DE COMPARAISON**
- 2. REGIME DE CROISSANCE DE L'ECONOMIE MAROCAINE : ATOUTS ET INSUFFISANCES**
- 3. QUELQUES PISTES DE REFLEXION POUR DEVELOPPER LE POTENTIEL DE CROISSANCE EN AFRIQUE DU NORD**



# **1. LES ECONOMIES NORD AFRICAINES : QUELQUES ELEMENTS DE COMPARAISON**



## 1.1. Afrique du Nord : des trajectoires de croissance différenciées



- ❖ Des rythmes de croissance en Afrique du Nord différenciés, traduisant les spécificités des structures économiques :
  - ✓ Croissance plus élevée dans les économies diversifiées, notamment celle du Maroc et de la Tunisie et, dans une moindre mesure, celle de l'Égypte.
  - ✓ Croissance moins soutenue dans les économies dépendantes des exportations d'hydrocarbures, en l'occurrence l'Algérie et la Libye.

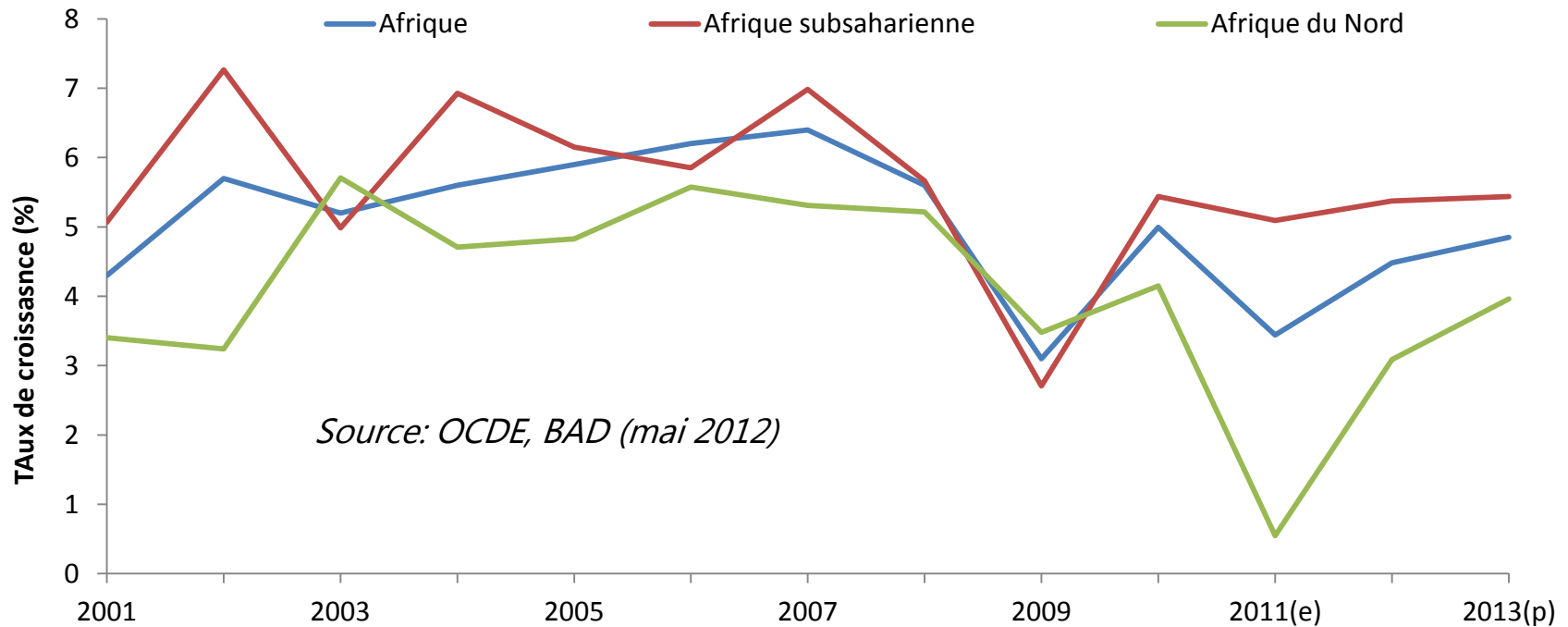


## 1.1. Afrique du Nord : des trajectoires de croissance différenciées

- ❖ De par les différences en termes de structures économiques, les économies d'Afrique du Nord se caractérisent par leur forte sensibilité aux facteurs exogènes :
  - ✓ Cycle des recettes des hydrocarbures en Algérie et en Libye : ces recettes constituent la principale source de financement des programmes publics d'infrastructures et des plans de soutien aux revenus des ménages (dépenses sociales, revalorisation des salaires au niveau du secteur public...).
  - ✓ Demande étrangère adressée notamment par l'Union européenne au Maroc et à la Tunisie, dans un contexte de concentration des exportations de ces deux pays sur un nombre limité de produits (textile-habillement, agroalimentaire...).
  - ✓ Evolution du secteur touristique et des transferts des travailleurs résidant en Egypte, au Maroc et en Tunisie. Ces deux types de recettes jouent un rôle central dans le bouclage de la balance courante.
- ❖ Ces économies se caractérisent par un faible niveau des échanges intra-régionaux (moins de 5% du commerce total de chaque pays), en dépit des accords commerciaux les liant : UMA, Accord d'Agadir, cadre euro-méditerranéen..., ce qui engendre un manque à gagner substantiel (exemple : coût du non Maghreb estimé entre 2 à 3 points du PIB).



## 1.2. Afrique du Nord : des performances globalement modérées par rapport aux performances africaines



- ❖ Des rythmes de croissance en Afrique du Nord, se situant dans l'ensemble en deçà de la moyenne africaine.
- ❖ Une forte baisse de la croissance depuis le déclenchement de la crise mondiale de 2008-2009, aggravée par les transformations sociopolitiques liées au « printemps arabe ».



## 1.3. Des perspectives de croissance positives, mais soumises à d'importantes incertitudes

- ❖ Ralentissement de la croissance économique à court terme dans les pays du «*printemps arabe*». Les perspectives de croissance à long terme pourraient être prometteuses.
- ❖ La transition vers un développement économique et social plus favorable dépend de plusieurs facteurs :
  - ✓ la restauration et le maintien de la stabilité politique.
  - ✓ l'adoption de politiques appropriées pour relancer l'économie et créer davantage d'emplois, en particulier pour les jeunes.
  - ✓ l'atténuation des contraintes exogènes : redressement de la situation en Europe et desserrement de l'aversion des investisseurs au risque inhérent à la région (reprise des IDE, des flux touristiques...).



## 1.3. Les perspectives de croissance des économies d'Afrique du Nord

- ❖ **Tunisie** : le défi de la relance économique est tributaire dans une large mesure de la stabilité politique, condition nécessaire au rétablissement de la confiance des investisseurs et des touristes. Après une croissance négative (-1 % en 2011), le PIB de la Tunisie devrait progresser de 2,5 % en 2012 et de 3,7 % en 2013. Mais la crise financière en Europe et la lenteur de la reconstruction de l'économie libyenne pourraient compromettre cette reprise (*Source des données : BAD/OCDE, Mai 2012*).
- ❖ **Egypte** : les incertitudes politiques continuent de peser sur la croissance de l'activité dans ce pays. Le coût économique de la révolution a été très élevé (2,9 % du PIB sur l'exercice 2010/11). Les marges de manœuvre des politiques publiques sont limitées dans un contexte de repli du tourisme et des IDE. Le PIB égyptien ne devrait progresser que de 0,8 % en 2012, avant de reprendre en 2013 à 2,8 %, en ligne avec la reprise de l'investissement privé (*Source des données : BAD/OCDE, Mai 2012*).
- ❖ **Libye** : Le défi majeur réside dans la capacité de ce pays à construire ses institutions et à restaurer son économie largement dévastée par la guerre civile (recul du PIB de 40 % en 2011). Sous l'effet de la baisse des rentrées pétrolières et de l'augmentation des dépenses militaires, les fondamentaux macroéconomiques se sont nettement détériorés en 2011 : solde budgétaire (-17 % du PIB), compte courant (-6% du PIB). Le PIB devrait progresser d'environ 20% en 2012 et de 9 à 10% en 2013 (*Source des données : BAD/OCDE, Mai 2012*).





## 1.3. Les perspectives de croissance des économies d'Afrique du Nord

- ❖ **Algérie** : L'économie algérienne a progressé de 2,6% en 2011, tirée par la dynamique des investissements publics (secteur du bâtiment et des travaux publics), rendue possible grâce à la bonne tenue du prix du pétrole. Le défi majeur de l'Algérie demeure l'approfondissement des réformes politiques, économiques et sociales pour renforcer le processus de démocratisation du pays et répondre à une demande sociale pressante. Le PIB algérien croîtrait de 3,1 % en 2012 et de 4,2 % en 2013. (*Source des données : BAD/OCDE, Mai 2012*).
- ❖ **Maroc** : Le modèle de développement adopté ces dix dernières années a permis à l'économie de mieux résister à la morosité du contexte international. Le PIB marocain a progressé de 5% en 2011 contre 3,7% en 2010 (*Source : HCP*) Les réponses apportées par le pays pour contenir les effets du « *printemps arabe* » (Nouvelle constitution, élections législatives) confortent son élan réformateur et consolident la stabilité dont il jouit. Toutefois, le principal défi du Maroc réside dans la préservation de ses équilibres externes et la résorption du chômage, notamment chez les jeunes. En 2012, le taux de croissance de l'économie marocaine devrait se situer autour de 3,7% avant de revenir à un rythme plus soutenu en 2013, compris entre 4% et 4,5% (*Source des données : FMI, Mai 2012*).



## **2. REGIME DE CROISSANCE DE L'ECONOMIE MAROCAINE : ATOUTS ET INSUFFISANCES**



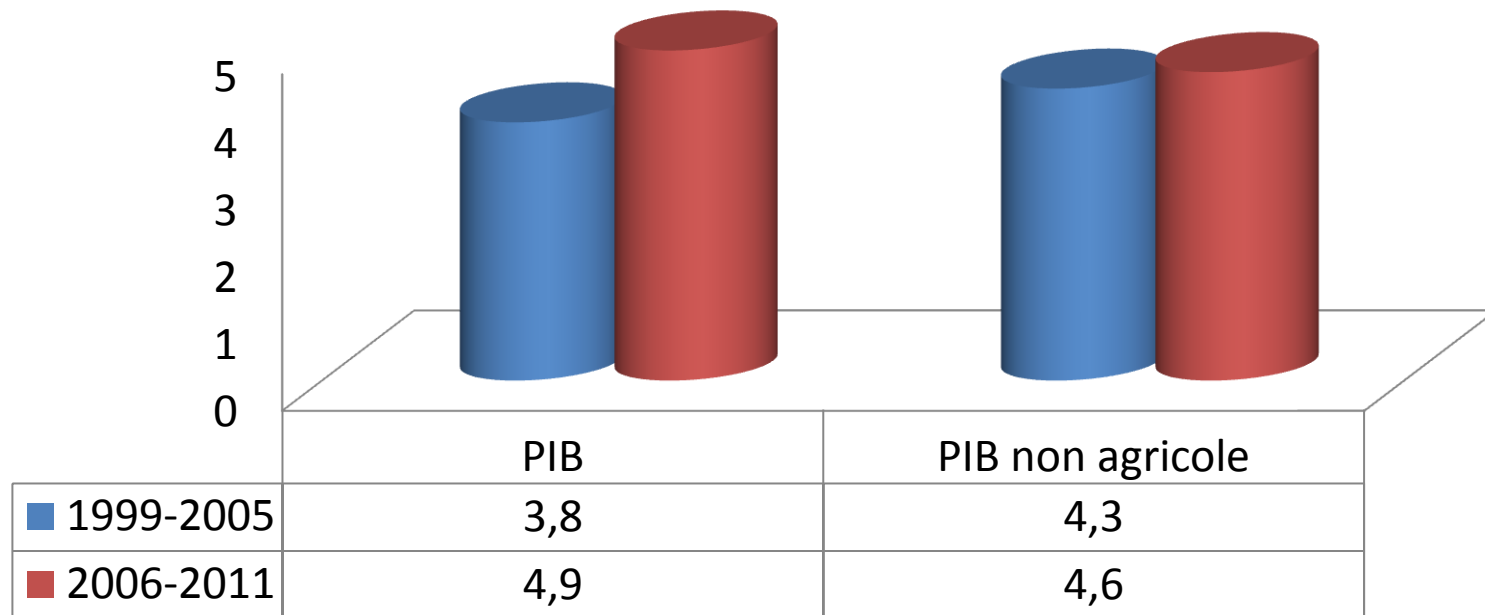
❖ Trois décennies de réformes ayant permis au pays de bâtir une économie ouverte et moins vulnérable, tout en forgeant les bases d'une société démocratique. A titre récapitulatif, les principales étapes du processus des réformes se présentent comme suit :

- ✓ **Décennie 1980** : Stabilisation macroéconomique, avec la mise en œuvre du programme d'ajustement structurel (1983) et libéralisation commerciale avec l'adhésion au GATT (1987).
- ✓ **Décennie 1990** : Achèvement du PAS (1993), accélération de la modernisation du système financier, amélioration du cadre institutionnel et réglementaire des affaires, lancement des programmes d'équipement du monde rural et infrastructures et services de base, alternance politique (1998).
- ✓ **Décennie 2000** : Réformes sociétales d'envergure (Renforcement des droits de l'Homme à l'issue du processus de réconciliation nationale (IER), refonte du code de la famille, réforme du champ religieux, INDH...), conclusion des accords de libre échange avec des partenaires clés, développement des visions sectorielles (Plan Emergence, Plan Maroc Vert, Plan Azur, Maroc Numérique...).



## 2.1. Transition vers un nouveau palier de croissance

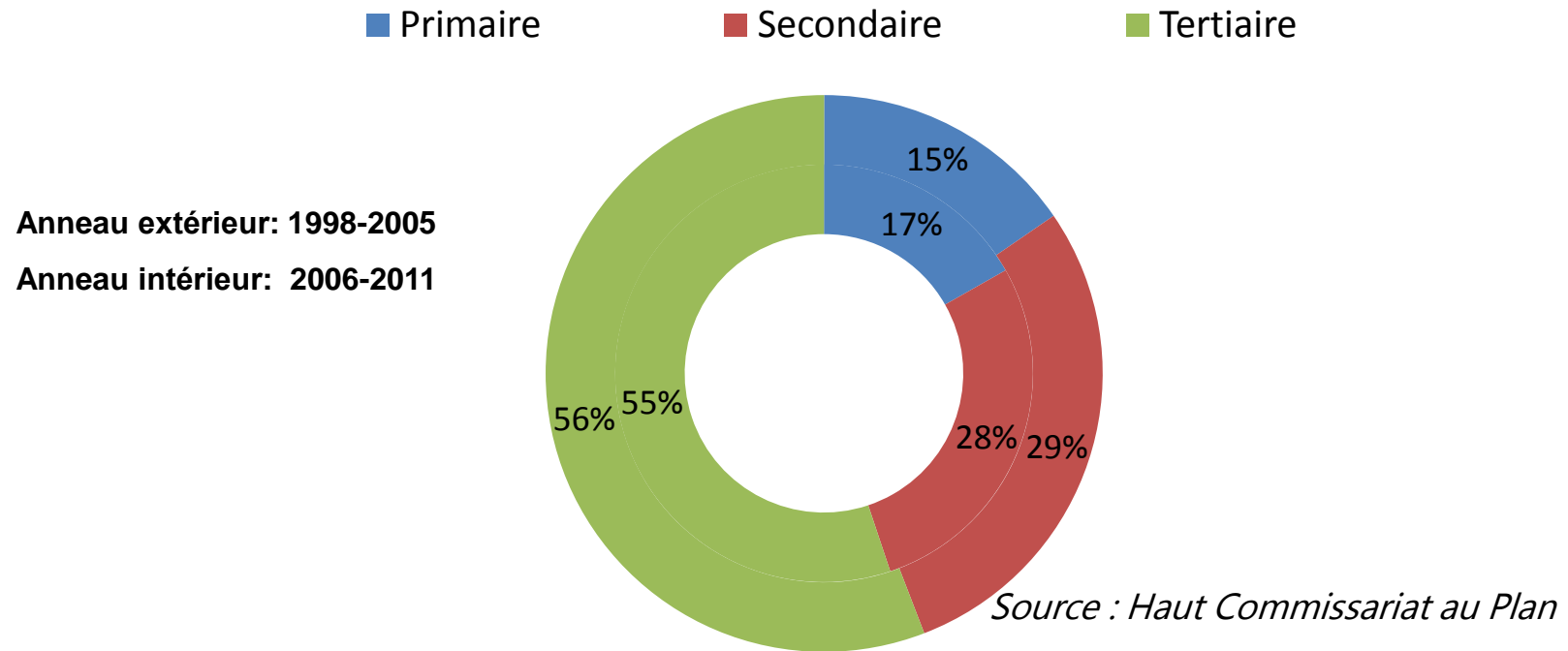
Source: Haut Commissariat au Plan



- ❖ Croissance moins volatile que par le passé et caractérisée par une certaine résilience aux chocs exogènes (contexte international difficile, conditions climatiques peu favorables ...) et endogènes.



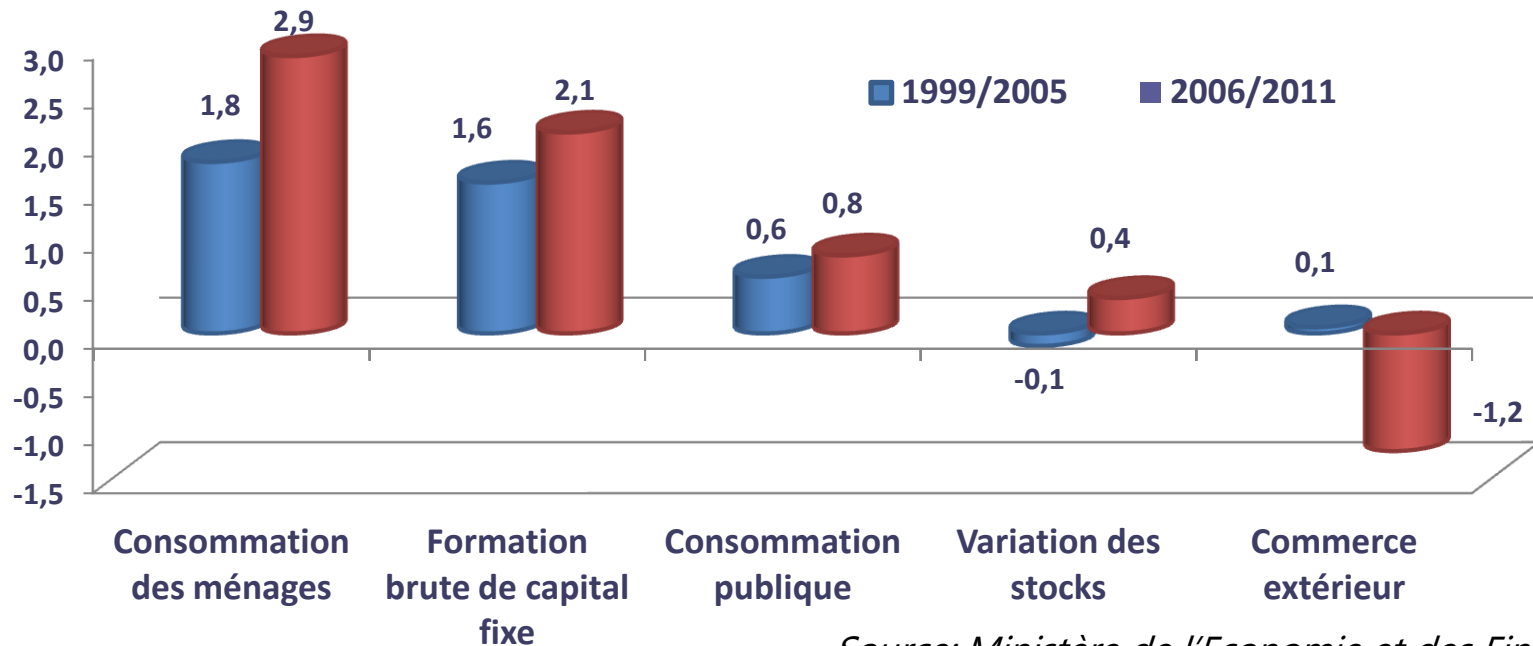
## 2.2. Diversification sectorielle des sources de croissance



- ❖ Une part moins significative de l'agriculture dans le PIB que par le passé, accompagnée d'une tertiarisation de l'économie marocaine (Part moyenne annuelle de l'administration publique de 9% du PIB entre 2000-2010) et d'une stabilisation de la part du secteur secondaire dans la valeur ajoutée.



## 2.3. Une croissance davantage tirée par la demande intérieure

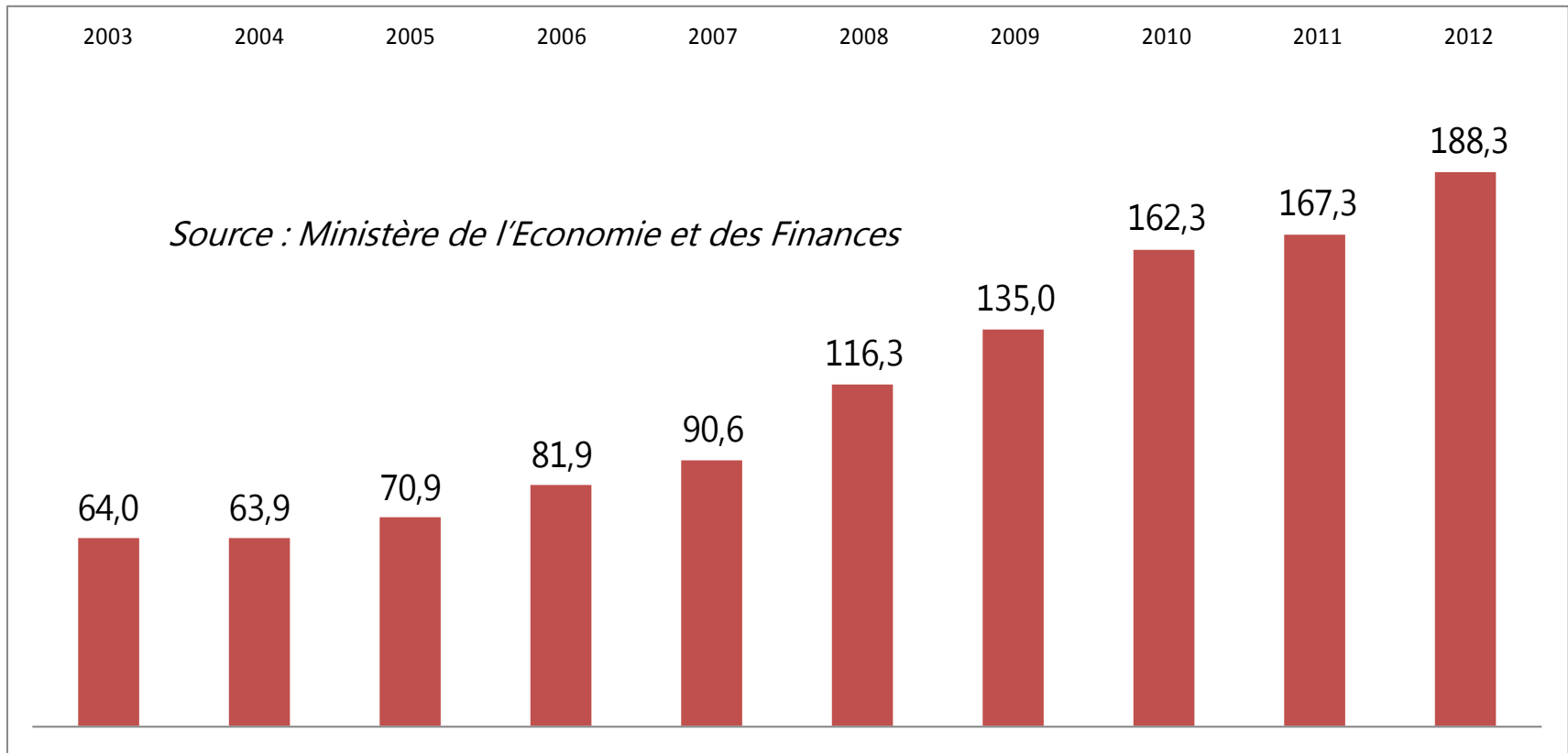


Source: Ministère de l'Economie et des Finances

- **Consommation des ménages** : Croissance moyenne de 5% par an entre 2006 et 2011 (3% entre 1999 et 2005). Sa contribution à la croissance économique est située à 2,9 points (1,8 point entre 1999 et 2005).
- **FBCF** : Croissance de 7% entre 2006 et 2011 (6,2% entre 1999 et 2005). Sa contribution à la croissance économique est passée de 1,6 à 2,1 point, respectivement, entre les deux périodes.



## 2.3. Une croissance davantage tirée par la demande intérieure (Suite)

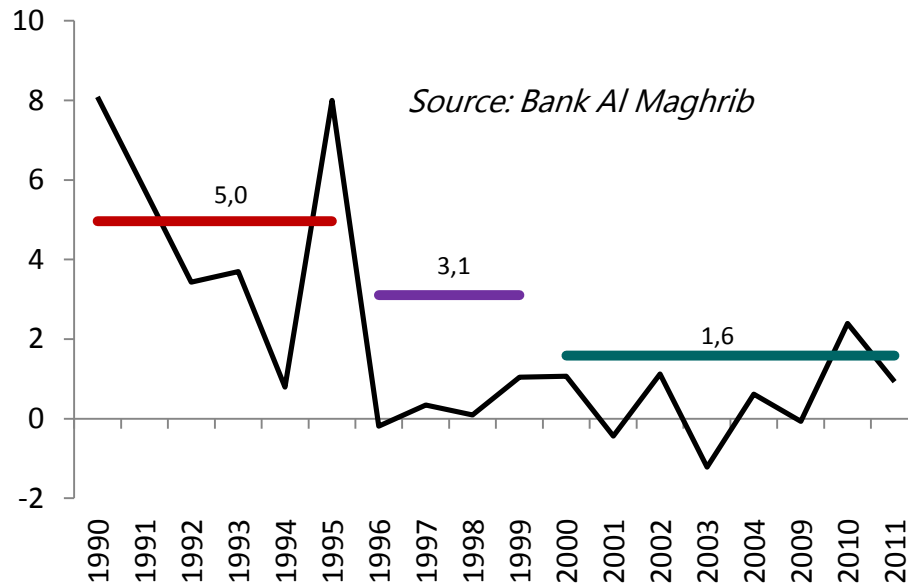


- Doublement de l'investissement public entre 2007 et 2011.
- En 2012, l'investissement brut (FBCF & variation de stocks) s'établirait à 33,4% du PIB après 33,1% en 2011.

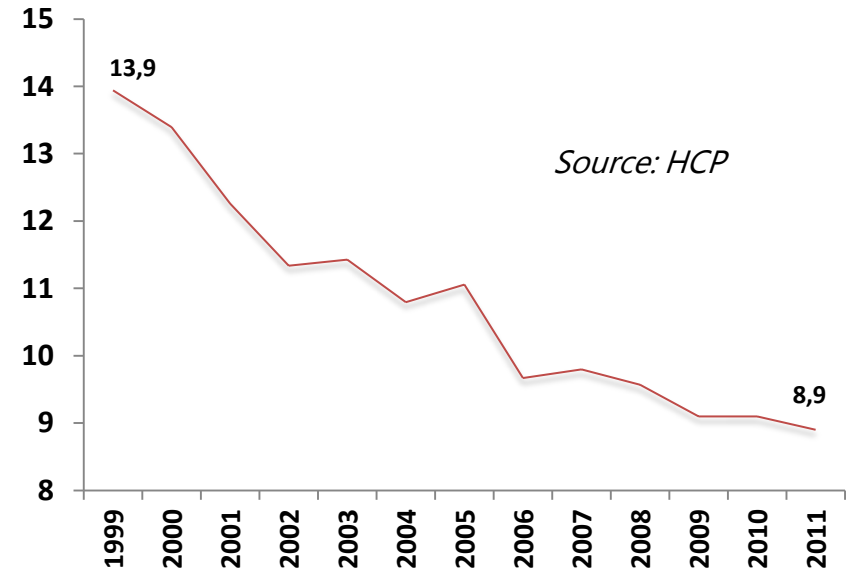


## 2.4. Des performances macroéconomiques en amélioration...

### Indice des prix à la consommation



### Taux de chômage

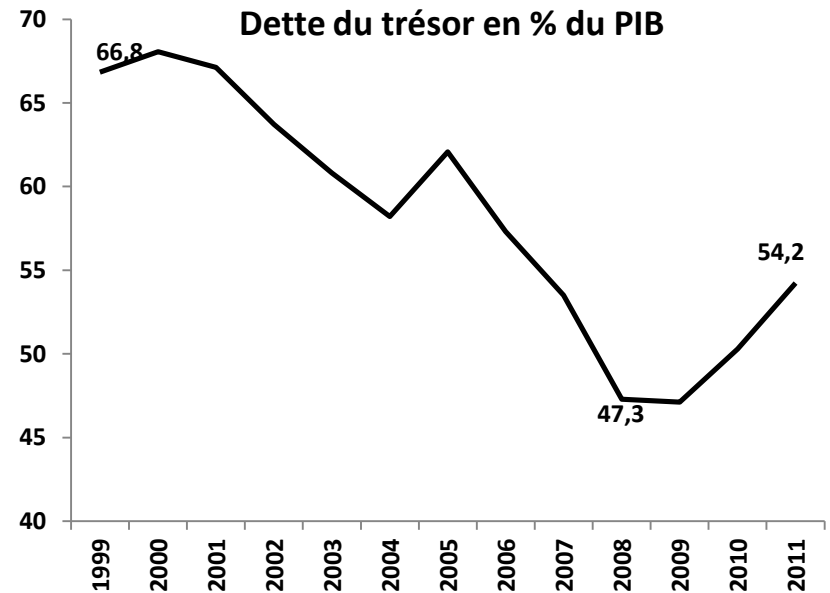
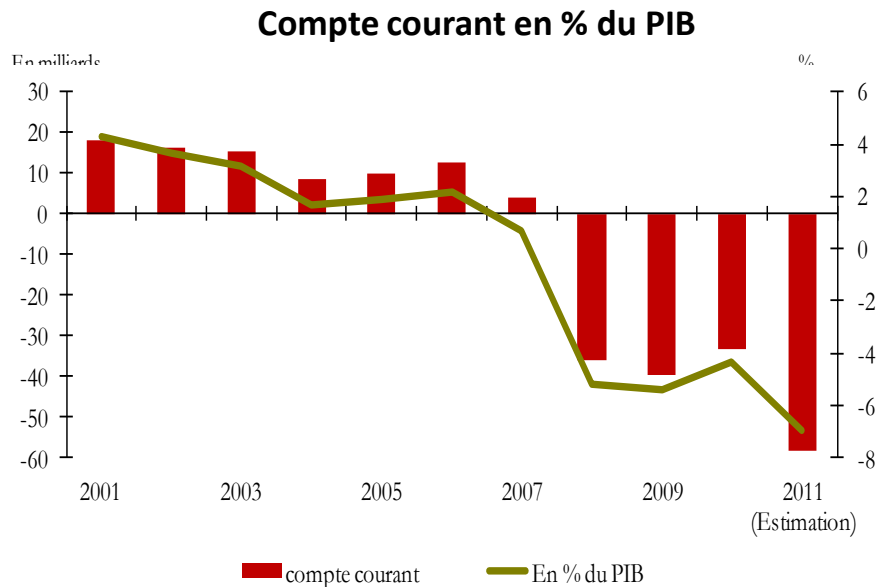


- ❖ Politique monétaire prudente, favorisant une grande stabilité des prix.
- ❖ Baisse continue du chômage, quoique dans des proportions différenciées selon l'âge, le niveau d'éducation et la nature même des emplois créés (chômage élevé au niveau des jeunes diplômés, emplois précaires dans le monde rural et dans le milieu urbain pour certains secteurs d'activités (call centers...)).





# .... Avec toutefois des pressions sur les équilibres financiers

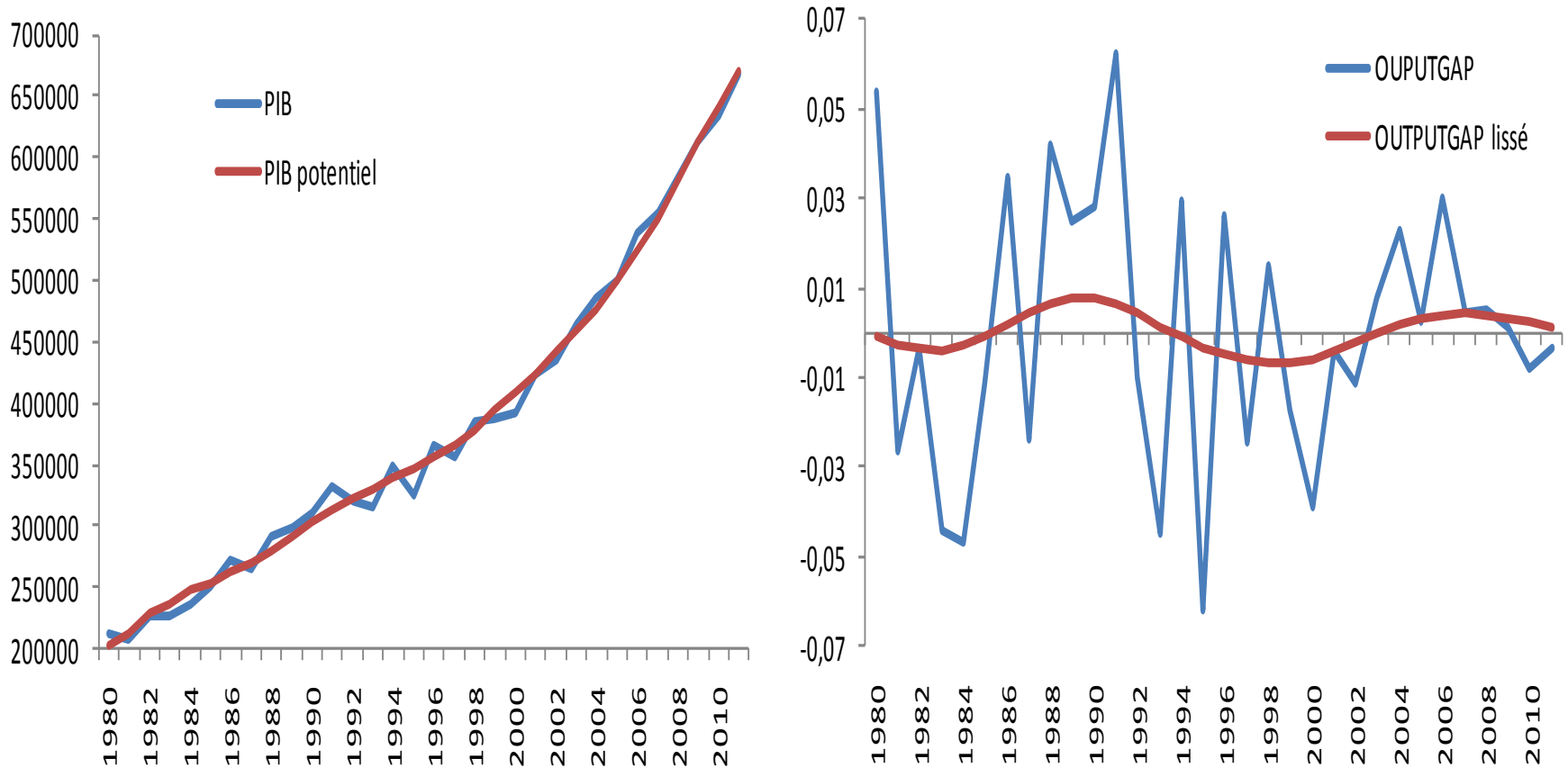


Source: Ministère de l'Economie et des Finances

- ❖ Tensions sur les équilibres extérieurs depuis 2008, se traduisant par d'importants besoins en financements. Face à cette situation à laquelle, il faudrait remédier, le Maroc dispose de marges importantes d'endettement public, confortées par le rang de notation « investment grade » .



## 2.5. Une croissance effective en ligne avec son niveau potentiel



Source : Ministère de l'Economie et des Finances



## 2.5. Une croissance effective en ligne avec son niveau potentiel (Suite)

- ❖ Selon une étude du Ministère de l'Economie et des Finances (2012), les fluctuations de la croissance potentielle du Maroc s'expliquent comme suit
- ✓ des variations importantes observées au niveau du stock de capital : outre le développement observé au cours des années 80, ce facteur a connu une période de baisse de régime dans les années 90 et un redressement marqué après 2000. Toutefois, il reste le facteur prédominant, en termes de contribution, avec plus de 70% à la croissance économique au cours de la dernière décennie.
- ✓ une meilleure évolution de la contribution de la PGF potentielle à la croissance potentielle : elle était négative de l'ordre de -2,8% dans les années 80 et de -14,8% dans les années 90 pour devenir positive durant les années 2000-2011 (8,7%) grâce aux réformes mises en œuvre.
- ✓ Quant à la contribution du volume potentiel de travail à la croissance potentielle, après une quasi-stagnation durant les décennies 80 et 90 avec une moyenne de près de 40%, elle a affiché une baisse significative lors de la dernière décennie pour ne représenter que 17%.



## 2.6. Quelques insuffisances du régime de croissance de l'économie marocaine

- ❖ Une forte pression de la demande sur le marché du travail :
  - ✓ Création annuelle moyenne de 156 mille postes d'emplois durant la période 2000-2010 (*Source : HCP*).
  - ✓ Malgré la baisse du taux de chômage, ce dernier reste particulièrement élevé parmi les jeunes de 15 à 24 ans, avec un taux de 17,6% au niveau national et de 31,3% en milieu urbain (*Source : HCP*).
  - ✓ Le Maroc étant en phase de transition démographique avancée, devrait augmenter l'emploi qu'il crée de 92 mille postes par an, ce qui nécessiterait un taux de croissance économique de 6,5% (*Source : HCP*).



## 2.6. Quelques insuffisances du régime de croissance de l'économie marocaine (Suite 1)

- ✓ Niveau de productivité du travail au Maroc ne représentant que 50% du niveau moyen observé dans les économies émergentes et moins de 20% de celui des pays de l'OCDE (*Source : Banque Mondiale*).
- ✓ Cette faiblesse est due au niveau de qualification de la main-d'œuvre (résultat du système d'éducation et de formation) et à l'absence de formation continue au sein de l'entreprise.
- ✓ Selon le HCP (mai 2011), l'emploi, constitué pour une grande part d'emploi non-qualifié, est marqué par la prépondérance des non diplômés qui occupent 2 postes sur 3 (66,6% contre 73,3% durant la période 1999-2009).



## 2.6. Quelques insuffisances du régime de croissance de l'économie marocaine (Suite 2)

- ✓ Persistance des inégalités sociales : les 10% les plus aisés de la population totalisent près de 33% de la consommation totale des ménages et enregistrent une dépense par habitant de près de 12 fois celle des 10% les moins aisés (*Source : HCP*).
- ✓ Concentration du PIB national : Quatre régions qui occupent 16% de la superficie nationale ont contribué à la création de près de la moitié de la richesse nationale en 2007, à savoir le grand Casablanca (17%), Souss-Massa-Drâa (12%), Rabat-Salé-Zemmour-Zaër (9,1%) et Marrakech-Tensift-AlHaouz (9%) (*Source : Ministère de l'Economie et des Finances*).
- ✓ Ces deux facteurs négatifs devraient, toutefois, s'atténuer progressivement sous l'effet des politiques publiques à l'œuvre (politiques sociales mieux ciblées grâce à l'INDH et à la réforme de la compensation ; régionalisation avancée en vue d'un développement territorial équilibré...).



## 2.6. Quelques insuffisances du régime de croissance de l'économie marocaine (Suite 3)

- ❖ Insertion insuffisante dans la mondialisation :
  - ✓ Concentration sectorielle et géographique des exportations.
  - ✓ Faible contribution des IDE à l'accélération de la convergence économique et au rattrapage technologique du pays.
- ❖ Toutefois, le profil de spécialisation du pays est appelé à se renforcer sous l'effet des stratégies sectorielles en cours de mise en œuvre :
  - ✓ Développement des métiers mondiaux du Maroc (automobile, aéronautique, électronique...).
  - ✓ Ancrage aux créneaux de l'économie verte (notamment l'émergence des filières liées aux énergies renouvelables...).



### **3. QUELQUES PISTES DE REFLEXION POUR DEVELOPPER LE POTENTIEL DE CROISSANCE EN AFRIQUE DU NORD**





## 3.1. Promouvoir un nouveau modèle de développement

- ❖ Promotion d'un nouveau modèle de développement? favorisant la création d'emplois, l'inclusion sociale et l'émergence d'une véritable classe moyenne :
  - ✓ Transition d'un schéma de spécialisation économique passif (avantages compétitifs basés sur les coûts) vers un schéma de diversification productive, axé sur l'innovation et la création de plus de valeur ajoutée.
  - ✓ Développement du marché intérieur en tant que base arrière pour amortir les chocs exogènes et en tant que pilier d'une croissance économique auto-entretenu.



## 3.1. Promouvoir un nouveau modèle de développement (Suite 1)

- ✓ Mise en place d'un système de redistribution efficient, permettant de corriger les imperfections du système de répartition primaire des richesses (fiscalité, compensation ciblée, accessibilité des couches vulnérables aux services de base...).
- ✓ Mise en œuvre accélérée d'une approche décentralisée de développement (cas du projet de la régionalisation avancée au Maroc) pour réhabiliter les territoires et leur permettre de devenir maître de leur destin (meilleure gouvernance locale, moyens financiers adéquats, spécialisations économiques, axées sur les avantages compétitifs propres à chaque région...).



## 3.1. Promouvoir un nouveau modèle de développement (Suite 2)

- ❖ Dans ce nouveau modèle de développement, une attention particulière devrait être accordée au capital humain et à la gouvernance institutionnelle en tant que deux déterminants clés de la compétitivité :
  - ✓ Amélioration de la qualité du système d'éducation et de formation en vue de répondre plus efficacement à la demande des différents secteurs de l'activité économique ; développement de la formation continue au sein de l'entreprise pour rapprocher les compétences acquises des compétences requises (renforcer l'employabilité et l'opérationnalité des ressources humaines dans un souci de relèvement de la compétitivité).
  - ✓ Modernisation institutionnelle et adoption des meilleures pratiques en matière de gouvernance : transparence et lutte contre la corruption, efficacité et efficience des dépenses publiques, enracinement de la culture de reddition des comptes...



## 3.2. Optimiser les schémas d'alliances et de partenariats

- ❖ Concrétisation du potentiel de l'intégration économique régionale :
  - ✓ Mobilisation du potentiel de l'UMA : 2 points du PIB potentiellement mobilisables pourvu que la logique du pragmatisme économique prime sur les considérations politiques étroites.
  - ✓ Maximisation des retombées du voisinage en Méditerranée (accessibilité élargie au marché intérieur européen, insertion via des projets d'envergure dont l'énergie....).
  - ✓ Approfondissement des liens de coopération avec l'Afrique dans son ensemble : l'Afrique subsaharienne en tant que profondeur stratégique de l'Afrique du Nord.



### 3.3. Optimisation des schémas d'alliances et de partenariats

- ❖ La nécessité d'assurer une insertion réussie dans la mondialisation pour tirer profit des multiples opportunités offertes :
  - ✓ Ancrage à l'économie du savoir et aux nouveaux créneaux de l'économie verte pour assurer conjointement la durabilité des modèles de développement et l'émergence de profils de spécialisation compétitifs.
  - ✓ Diversification des alliances stratégiques pour s'adapter aux nouvelles réalités mondiales et multiplier les ressorts externes de la croissance (arrimage aux BRICS entre autres, recours à des stratégies d'alliances à fort potentiel en termes de transferts technologiques...).
  - ✓ Développement d'un secteur financier sain.





**MERCI POUR VOTRE ATTENTION**

[www.ires.ma](http://www.ires.ma)

